

1 a. Il s'agit d'un oligopole de paix : entente des producteurs les plus importants dans le cadre d'un cartel.

b. L'augmentation exponentielle des prix du brut s'explique par :

- La baisse des quotas de production décidée par l'OPEP ;
- La spéculation ;
- La baisse du dollar (pour les pays importateurs) ;
- Un hiver rigoureux ;
- L'augmentation de la demande des pays émergents.

Les facteurs explicatifs de l'inflation au niveau international

Facteurs conjoncturels	Facteurs structurels
- Augmentation du prix du pétrole liée à la baisse de l'offre et l'augmentation de la demande ; - Augmentation des prix des produits alimentaires liée à la sécheresse.	- Augmentation de la demande des pays émergents ; - Augmentation des terres agricoles utilisées pour la production des biocarburants (exemple : le Brésil, UE, France).

2 Les effets négatifs de l'inflation sur la balance commerciale : il y a risque d'aggravation du déficit commercial et ce pour une double raison :

- augmentation des prix des produits importés pour lesquels le Maroc est dépendant et qui constituent l'essentiel des importations (énergie, céréales, équipements) ;
- ralentissement des exportations : baisse de la compétitivité-prix des produits destinés à l'exportation.

3 Politique monétaire de relance ou expansive :

- Instrument : taux directeur ;
- Objectif : stimuler l'activité en encourageant la demande.

4 En effet, la baisse des taux encourage le crédit à la production et à la consommation et donc la demande globale. Cette augmentation de la demande risque d'aggraver l'inflation si l'offre globale est rigide.

5 La délocalisation d'une partie ou de la totalité du processus de production vers d'autres pays (développés ou non) a contribué de manière significative à la baisse des coûts de production.

En effet, cette délocalisation permet de profiter :

- des facteurs de production moins chers (main d'oeuvre, intrants) ;
- des avantages fiscaux ;
- des coûts de transport plus faibles (proximité des sources d'approvisionnement et des marchés).

6 a. Lecture :

- 9,7% de la population active marocaine sont en chômage en 2006.
- En 2006, le déficit courant (ou de la balance des transactions courantes représente 1,7% du PIB en France.

b. Comparaison en 2006 :

- Malgré une croissance élevée, le taux de chômage au Maroc reste important et légèrement supérieur à celui de la France.
- Alors que le Maroc a réalisé un excédent courant de 2,8% du PIB, la France a dégagé un déficit courant de 1,7% du PIB ;
- L'inflation a été mieux maîtrisée en France qu'au Maroc.

7 a. Part des investissements publics en % des dépenses budgétaires en 2008 :
 $(36\,079\text{ MDH} / 208\,296\text{ MDH}) \times 100 = 17,3\%$; ou $100 - (59,7 + 23) = 17,3\%$

- **Commentaire :**

- Selon les prévisions de 2008, la dépense de la dette va baisser de 18,84%, ainsi sa part baissera de 7 points en faveur des dépenses de fonctionnement et d'investissement.

- La part des dépenses de fonctionnement va peser encore plus dans la structure du budget : celle-ci augmentera de 3,4 points en 2008.

- Les investissements publics augmenteront de 38,8%, ce qui est favorable à la croissance, malgré la faiblesse de leur part dans la structure des dépenses budgétaires (17,3% en 2008).

8 a. $(22 \text{ MDH} / 5 \text{ MDH}) \times 100 = 440$; la charge de compensation a marqué une augmentation de 340% en 2008 par rapport à 2003.

b. Dépenses de compensation prévues en 2009 :

$$\bar{x} = 21/6 = 3,5 ; \bar{y} = 73,4/6 = 12,2$$

$$a = (310,5 - (6 \times 3,5 \times 12,2)) / (91 - (6 \times 12,2)) = 54,3/17,5 = 3 ; a = 3,1 ;$$

$$b = 12,2 - (3,1 \times 3,5) = 1,4 ; b = 1,4 ; \text{ donc } y = 3,1x + 1,4$$

2009 correspond à la 7^{ème} année ; $y = 3 \times 7 + 1,4 = 23,1$ soit 23,1 milliards de dirhams.

9 Appréciation de la politique de redistribution :

- cette politique coûte cher à l'Etat, les dépenses de compensation ont été multipliées par plus de cinq fois en cinq ans, alourdissant ainsi les dépenses de fonctionnement et aggravant le déséquilibre budgétaire.

- politique anachronique (dépassée) : dans le contexte d'ouverture, la déprotection implique la suppression des subventions.

- la proposition du gouvernement en matière de politique de compensation paraît plus adéquate.

Dossier



1 a. Le PIB selon l'optique dépense en 2007 :

$$\text{PIB} = \text{CFN} + \text{FBCF} + \text{VS} + (\text{X} - \text{M})$$

$$\text{PIB} = 473979 + 142184 - 1465 + 137385 - 219319 = 532\,764 \text{ MDH}$$

b. Taux de couverture en 2007 : $(137385 / 219319) \times 100 = 62,2\%$.

2 Lecture : en 2007, la valeur des exportations marocaines ne couvre que 46,6% de la valeur des importations.

3 En 2007, plus de deux tiers des importations marocaines proviennent de l'Europe ; plus de la moitié des exportations sont destinées vers l'Europe. Par ailleurs, hormis l'Océanie, le Maroc est déficitaire vis-à-vis des autres continents.

Conclusion : L'échange extérieur marocain est concentré géographiquement sur une zone principale, l'Europe son premier client et son premier fournisseur ; la position du Maroc est défavorable vis-à-vis de ses principaux partenaires.

4 a. 43% des recettes d'exportation ont été destinées à l'achat de produits énergétiques.

- Les importations de produits alimentaires ont augmenté de 65% en 2007 par rapport à 2006.

b. Analyse du commerce extérieur marocain :

- Déficit chronique qui a tendance à s'aggraver (Taux de couverture de 46,6% en 2007) ;
- Concentration des échanges extérieurs marocains sur l'Union Européenne en particulier ;
- Dépendance de l'extérieur pour des produits stratégiques (pétrole, équipements) ou de première nécessité (céréales). Cette dépendance a tendance à s'aggraver : augmentation des importations des produits alimentaires de 65% en 2007 par rapport à 2006, le poids des importations des biens d'équipement dans le PIB a augmenté de 2,3 points en 2006 par rapport à 2002.

5 a. En 2007, les investissements directs étrangers dans le secteur industriel marocain représentent 6,5% du total des IDE. Ces investissements ont baissé de 84,1% par rapport à l'année précédente.

b. Les investisseurs à terme peuvent, rapatrier les dividendes ou les investir ailleurs si les opportunités d'investissement existent dans d'autres pays, d'où sortie de devises et déséquilibre du poste revenu qui fait partie de la balance des invisibles.

c. Le marché de travail souffre de dysfonctionnements, le chômage parmi les diplômés tend à augmenter, alors même que des secteurs en pleine expansion, boostés par les IDE risquent de se trouver bloqués par l'insuffisance de ressources humaines qualifiées.

d.

Impact des IDE pour le Maroc	
Effets positifs	Effets négatifs
• Augmentation des rentrées de devises et amélioration du solde de la balance des capitaux ; • Croissance économique et augmentation du revenu national ; • Création d'emploi et amélioration du niveau de vie ; • Effets d'entraînement, effet d'expérience pouvant générer un tissu économique plus solide.	• Coûts des investissements en infrastructure économique élevés ; • Sacrifice en matière d'environnement naturel ; • Augmentation des emplois précaires ; • Risque de réduction de l'excédent des invisibles ; • Risque d'inflation.

6 a. La croissance économique est une condition nécessaire au développement, il faut créer d'abord des richesses et les répartir au mieux c'est-à-dire dans le sens d'améliorer les conditions sociales de la population.

b. La situation des PMA conforte la théorie de F. Perroux dans la mesure où leurs économies souffrent d'un blocage de la croissance lié à la pauvreté (facteurs internes : la faiblesse de la productivité est due à la sous-alimentation) et sont dépendantes de l'étranger sur le plan commercial et financier.

SYNTHÈSE :**Introduction :**

Dans un contexte d'ouverture et d'intensification de la concurrence, le Maroc a encouragé les IDE et a signé un certain nombre d'accords de libre échange marquant sa volonté de faire partie de ce mouvement d'ouverture. Examinons la situation de notre économie en matière d'échanges et d'IDE entrants.

A Intégration et échanges extérieurs**1 Constat**

Les échanges extérieurs sont en défaveur du Maroc, le déficit commercial est chronique et a tendance à s'aggraver. En 2007, le taux de couverture était de 46,6%.

2 A appréciation

Le Maroc exporte des produits peu diversifiés, à faible valeur ajoutée et dont la compétitivité hors prix est faible. L'importance du volume des importations s'explique à la fois par la faiblesse de la croissance et la dépendance de l'extérieur pour certains produits stratégiques (énergie et équipement) ou de première nécessité (céréales).

Certains facteurs tels l'inflation mondiale et l'appréciation de l'Euro ont contribué au renchérissement des importations.

De par son commerce extérieur, on peut parler de « mauvaise » intégration de l'économie marocaine à l'économie mondiale.

B Intégration et IDE :**1 Constat :**

Les IDE ont augmenté de manière irrégulière mais appréciable ces dernières années, surtout à l'occasion d'opérations de privatisation. Les secteurs les plus attractifs d'IDE sont le tourisme, l'immobilier et la finance.

2 Appréciation :

Les effets positifs sont essentiellement la constitution d'une réserve de devises importante, la création d'emploi surtout dans le secteur des services et la contribution à la croissance économique.

On relève certains effets négatifs tels que l'importance des coûts des investissements en infrastructure, l'augmentation des emplois précaires, le risque de destruction de l'environnement naturel et le risque de l'aggravation du déséquilibre régional en matière de développement.

Conclusion :

Le rôle de l'Etat paraît indéniable : une stratégie de promotion des exportations devient urgente afin de revaloriser les exportations, de réduire le déficit commercial et de canaliser les IDE vers les secteurs créateurs de valeur ajoutée telle que l'industrie, et ce, afin de permettre au Maroc d'être mieux intégré dans le mouvement de mondialisation.